

Rapport du Président

Commission Permanente du
vendredi 16 novembre 2012

Service instructeur

N° CP-2012-11-11-6

Service de l'Action Internationale, Transfrontalière et Européenne

Service consulté

SOUTIEN AU CONSEIL SOCIAL ET ECONOMIQUE DE LA REGIO

Résumé : Le Conseil Social et Economique de la REGIO, dont le siège est à SAINT-LOUIS, a pour vocation d'apporter son assistance aux travailleurs frontaliers pour toutes questions en relation avec leur activité professionnelle. L'association sollicite, pour 2012, un soutien de 22 774,32 € pour couvrir les coûts d'un poste de secrétaire bilingue et 1 231 € pour la prise en charge des honoraires du comptable, soit un total de 24 005,32 €.

Il vous est proposé d'accorder à l'association une subvention de 18 974 € pour financer les coût du poste de secrétaire bilingue et 1 026 € pour le financement des honoraires du comptable, soit 20 000 € au total.

Le Conseil Social et Economique de la REGIO, dont le siège est à SAINT-LOUIS, a pour vocation d'apporter son assistance aux personnes résidant en France, ayant ou ayant eu la qualité de travailleur frontalier, pour toutes questions ou problèmes en relation avec une activité professionnelle passée, présente ou future. L'association sollicite, pour 2012, un soutien de 22 774,32 € pour couvrir le coût de la rétribution d'un poste de secrétaire bilingue et 1 231 € pour le financement des honoraires du comptable, soit un total de 24 005,32 €.

L'association intervient gratuitement et apporte une assistance à toutes personnes qui en font la demande, adhérentes ou non de cette structure. En 2011, elle a reçu en moyenne 85 appels par jour, 88 personnes sans rendez-vous et 609 personnes par an pour un entretien approfondi sur rendez-vous. La convention de partenariat étant échue au 31 décembre 2011, l'association a sollicité le soutien du Conseil Général pour continuer son action en 2012.

La demande du CSER a été examinée à plusieurs reprises par la Commission des Actions et des Relations Internationales en 2012, suite aux interrogations de certains de ses membres. Le Président de l'association a fourni un certain nombre d'éléments de réponse. Les élus ont notamment souligné la nécessité :

- de clarifier le rôle du CSER par rapport aux deux Infobests haut-rhinois, structures d'information et de conseil sur les questions transfrontalières au service des citoyens, tous les trois cofinancés par le Département, et l'obligation d'instaurer une collaboration étroite,
- d'une mise en valeur par le CSER de l'aide financière accordée par le Département,

- d'une meilleure définition des relations entre le CSER et le Comité de Défense des Travailleurs Frontaliers (CDTF) et d'une révision du mode de fonctionnement du CSER.

Sur la question des relations avec le CDTF, M. JOHANECK a proposé de mettre à disposition du Conseil Général les comptes certifiés du Comité de Défense d'ici fin novembre 2012.

En conséquence, la Commission propose l'attribution d'une subvention de 18 974 € pour couvrir les frais d'un poste de secrétaire bilingue et une subvention de 1 026 € pour financer les honoraires du comptable, soit 20 000 € au total. Elle souhaite que les comptes certifiés du CDTF soient transmis d'ici la fin du mois de novembre 2012, une communication par le CSER sur l'aide accordée par le Conseil Général et une collaboration avec les Infobests.

Au vu de ce qui précède et compte tenu de la très prochaine clôture budgétaire, je vous propose :

- de bien vouloir accorder au Conseil Social et Economique de la REGIO, pour 2012, une subvention de 18 974 € pour couvrir les frais d'un poste de secrétaire bilingue et 1 026 € pour le financement des honoraires du comptable, soit 20 000 € au total.

Les crédits nécessaires sont prévus au programme F812, imputation 65-048-6562-2678-114 du budget départemental 2012,

- d'approuver la convention de versement de subventions en faveur de l'association, jointe en annexe, d'une durée d'un an,
- de m'autoriser à signer cette convention,
- en cas de sollicitation par le Conseil Social et Economique de la REGIO d'un financement départemental en 2013, de demander à l'association de transmettre au Conseil Général, outre l'ensemble des pièces nécessaires à l'examen de sa demande, notamment les pièces relatives à la vie statutaire de l'association (réunion de l'assemblée générale, du comité de direction...), des informations de clarification prenant en compte les remarques exprimées par la Commission des Actions et des Relations Internationales.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.



Charles BUTTNER

Service de l'Action Internationale, Transfrontalière et Européenne

DOSSIERS EXAMINES PAR LA COMMISSION PERMANENTE DU 16 NOVEMBRE
2012

**Coopération transfrontalière pluriannuelle (AE)
PROGRAMME 2012**

N° Opération	Maître d'ouvrage Libellé de l'opération	Montant forfaitaire
CTP00025	CONSEIL ECONOMIQUE DE LA REGIO CSER 2012 - subvention pour le comptable	1 026,00
CTP00024	CONSEIL ECONOMIQUE DE LA REGIO CSER 2012 subvention secrétaire bilingue	18 974,00
Total		20 000,00 €

CONVENTION POUR LE VERSEMENT DE SUBVENTIONS DE FONCTIONNEMENT
au titre de l'année 2012 en faveur du
Conseil Social et Economique de la REGIO

Vu la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations,

Vu le décret n° 2001-495 du 6 juin 2001 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 2000-321,

Vu le Règlement Financier du Département du Haut-Rhin,

Vu la demande de subvention en date du 19 mars 2012,

Entre

Le Département du Haut-Rhin (dossier suivi par le Service de l'Action Internationale, Transfrontalière et Européenne), sis 100 avenue d'Alsace - BP. 20351 - 68006 Colmar cedex, représenté par le Président du Conseil Général, autorisé par une délibération de la Commission Permanente en date du,
ci-après désigné "le Département", d'une part,

Et

Le Conseil Social et Economique de la REGIO, sis 10 rue de Wittersbach à Saint-Louis, représenté par son Président, Monsieur Jean-Luc JOHANECK, ci-après désigné l'Association, d'autre part,

Il est exposé et convenu ce qui suit :

ARTICLE 1 : Objet

En considération de l'intérêt d'apporter une assistance appropriée aux travailleurs frontaliers en difficulté dans le contexte socio-économique particulier de l'emploi transfrontalier dans le Haut-Rhin, le Département accorde son soutien à l'action de l'Association.

Le Conseil Social et Economique de la REGIO s'est donné pour objectif d'apporter son assistance aux personnes résidant en France, ayant ou ayant eu la qualité de travailleur frontalier, pour toutes questions ou problèmes en relation avec une activité professionnelle passée, présente ou future.

L'Association apporte un accompagnement aux personnes en difficulté et s'engage, dans les limites de sa vocation et de sa compétence, à collaborer étroitement avec les services sociaux du Département, pour apporter aux travailleurs frontaliers et à leurs familles l'aide matérielle et psychologique appropriée à leurs difficultés.

I - OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE

ARTICLE 2 : Subvention de fonctionnement

Pour l'année 2012, le Département du Haut-Rhin alloue au Conseil Social et Economique de la REGIO :

- Une subvention de 18 974 € pour couvrir les frais d'un poste de secrétaire bilingue,
- Une subvention de 1 026 € pour le financement des honoraires du comptable de l'association.

ARTICLE 3 : Modalités de versement

Conformément au règlement financier du Département, les subventions seront versées comme suit :

Les 18 974 € seront versés à l'Association à la signature de la convention, sous réserve de la production du budget prévisionnel équilibré, certifié par le représentant légal de l'organisme, de la présentation des bulletins de salaire du secrétaire bilingue, d'une attestation de maintien de salaire pour les mois restant à courir d'ici la fin de l'année 2012, du bilan et du compte de résultat de l'exercice N-1. Parallèlement, l'Association continuera à envoyer copie des bulletins de salaire de l'intéressé.

La subvention de 1 026 € pour couvrir les honoraires du comptable sera versée après réception d'une copie de la facture et sera minorée en fonction de cette dernière si son montant est inférieur à 1 026 €.

Les versements seront effectués par prélèvement sur le programme F812, imputation 65-048-6562-2678-114 du budget départemental, et viré au compte n°10278 03057 00043296345 70, domiciliation CCM SAINT-LOUIS.

Le comptable assignataire est le Payeur Départemental.

II - OBLIGATIONS DE L'ASSOCIATION

ARTICLE 4 : Reddition des comptes, présentation des documents financiers

Le CSER s'engage à :

- a) Communiquer au Département, au plus tard le 30 juin de l'année suivant la date d'arrêt des comptes, ses bilans et comptes de résultats détaillés du dernier exercice, ainsi que le compte d'emploi de la subvention attribuée.
- b) Tenir sa comptabilité selon les normes édictées par le plan comptable des associations et dans le respect des dispositions légales et réglementaires concernant les organismes privés subventionnés par des fonds publics.
- c) Aviser le Département de toute modification concernant ses statuts, sa présidence, ses coordonnées (postales, bancaires,...).
- d) Formuler sa demande annuelle de subvention accompagnée d'un budget prévisionnel détaillé.

Les modalités de versement et de contrôle des subventions se feront conformément au règlement financier du Département et le cas échéant, aux dispositions législatives et réglementaires concernant les organismes subventionnés par des fonds publics. Ainsi, le Département se réserve la possibilité de procéder à toute autre forme de contrôle de l'usage des fonds (sur place, avant ou après le versement de l'aide).

Le respect des présentes prescriptions est impératif. A défaut, le Département pourra suspendre le versement des subventions, voire demander le remboursement des acomptes déjà versés.

III - CLAUSES GENERALES

ARTICLE 5 : Durée

La présente convention est valable pendant toute la durée des obligations liées au versement des subventions au titre de l'exercice 2012.

La durée de validité de l'aide est d'une année civile.

ARTICLE 6 : Résiliation de la convention

Le Département se réserve la faculté de résilier de plein droit la présente convention sans préavis ni indemnité en cas de non respect par l'Association de l'une des clauses exposées ci-dessus, dès lors que dans le mois suivant la réception de la mise en demeure envoyée par le Département par lettre recommandée avec accusé de réception, l'Association n'aura pas pris les mesures appropriées, ou sans mise en demeure en cas de faute lourde.

La présente convention sera résiliée également de plein droit et sans indemnité en cas de changement d'objet ou d'activité, de faillite, de liquidation judiciaire, d'insolvabilité notoire ou d'impossibilité pour l'Association d'achever sa mission.

ARTICLE 7 : Caducité de la convention

La présente convention sera rendue caduque par la dissolution de l'Association.

ARTICLE 8 : Remboursement de la subvention

Dans les cas visés aux articles 6 et 7, le Département pourra suspendre le versement des subventions, voire les annuler et demander le remboursement des acomptes déjà versés.

Par ailleurs, dans le cas où les salaires des derniers mois à courir d'ici la fin de l'année 2012 ne devaient pas être versés en intégralité, le Conseil Général demandera le remboursement des sommes indûment versées.

ARTICLE 9 : Compétence juridictionnelle

Tout litige relatif à l'exécution de la présente convention relèvera de la compétence des tribunaux du ressort du Département du Haut-Rhin.

Fait en deux exemplaires, A , le

**LE PRESIDENT DU
CONSEIL GENERAL DU HAUT-RHIN**

**LE PRESIDENT
DE L'ASSOCIATION**